

International Affairs

N° 02 - MAI 2022

AUDIT

Projet de réforme de la réglementation en matière d'audit

Le détail des réponses à cette consultation est disponible sur le site Web des initiatives de la Commission européenne. Vous pouvez consulter toutes les informations sur ce [lien](#).

Dans le cadre des projets lancés pour collecter des informations sur certaines propositions suggérées dans la consultation, l'Accountancy a publié le document [Audit Quality indicators : A global overview of initiatives](#).

Nouveautés sur les propositions normatives de la Commission concernant l'amélioration de la résilience aux cyberattaques. Proposition de directive COM (2020) 596 ([lien](#)) et proposition de règlement (COM (2020) 595) ([lien](#)). DORA

Le Conseil, le Parlement et la Commission sont parvenus à un accord politique sur ce dossier. Finalement, il a été accordé que les auditeurs ne soient pas inclus dans la portée de la réglementation, même si une révision de cette clause est prévue dans un futur proche ([communiqué de presse du Conseil](#)). À l'issue de cet accord, les services techniques rédigeront la version définitive, qui sera présentée en séance plénière du Parlement et du Conseil.

Nouveautés dans d'autres pays

UK

Certaines entreprises d'UK ont écrit au Gouvernement, en lui demandant de prioriser la réforme d'audit. ICAEW ([lien](#)) informe que la réforme n'était pas la priorité et que la portée peut être nettement inférieure à ce qui était attendu, en écartant certains aspects en matière de gouvernance corporative.

Le **FRC** a lancé une consultation ([lien](#)) sur la responsabilité du registre des auditeurs d'EIP.

Pays-Bas

La NBA ouvrira des consultations sur une proposition pour renforcer le processus de régulation. L'objectif étant une majeure implication des agents sociaux, une position plus indépendante du Comité consultatif de l'ordre professionnel (ACB) et plus transparente.

Autres documents utiles

IAASB

- [Guide pour l'application de la NIA 220 \(révisée\)](#).
- [Auditing Accounting Estimates : ISA 540 \(Revised\) Implementation Tool](#).
- [International Standard on Auditing \(ISA\) 600 \(Revised\)](#).
 - [Modifications de concordance à l'issue de la publication des normes de qualité en espagnol](#) traduites par l'ICJCE.

IESBA

- Propositions de modification du Code d'éthique d'IESBA en rapport à la technologie [Proposed Technology-related Revisions to the Code](#).
- [Public survey](#) seeking broad stakeholder input to inform the development of its Strategy and Work Plan (SWP) 2024-2027.
- [Révision de la définition d'EIP](#) et d'autres dispositions de l'*International Code of Ethics for Professional Accountants (including International Independence Standards)*.

AUTRES

- [Rapport annuel d'IFIAR](#) sur le résultat des inspections.
- **Monitoring Group** "The Value of High Quality Audits and the Importance of Funding an Independent Multi-stakeholder International Standard-setting Structure".

- [IFAC Audit Fees Survey 2022: Understanding Audit and Non-Audit Service Fees, 2013-2020.](#)

INFORMATION CORPORATIVE

Nouveautés dans le déroulement de la procédure de la Proposition de directive sur la divulgation des informations en matière de durabilité COM (2021)189 ([lien](#))

À l'issue de l'approbation par JURI de son [rapport](#) et de l'[accord](#) du Conseil, la directive suit son cours dans les dialogues (l'information sur la progression est disponible sur le compte [twitter](#) de la présidence française). Il est difficile de parvenir à un accord sur certains points, entre les positions des deux institutions. Ces aspects englobent la portée de la norme, en particulier son application aux PME cotées, l'extraterritorialité, l'exonération (ou pas) des filiales dont la maison-mère comprend l'information de la filiale dans son rapport consolidé ou l'incompatibilité de la prestation du service de vérification sur les informations financières et non financières. Le calendrier de la présidence française prévoyait que les dialogues s'achèvent le 19 mai, pour disposer du texte définitif en juin en vue de son approbation par le Conseil et le Parlement. Des réunions supplémentaires ont été convoquées et des propositions sont attendues pour parvenir à un accord.

AUTRES SUJETS

Obligations vertes ((COM (2021) 391). Lundi dernier, la Commission ECON a voté le rapport sur les obligations vertes. Cette initiative comprend l'obligation qu'un expert indépendant fasse une évaluation préalable et postérieure, de certaines informations.

Blanchiment de capitaux (COM (2021) 0420). Le [projet de rapport](#) a été présenté et discuté en commission conjointe avec LIBE, le 31 mars. Les amendements au projet de rapport ne sont pas encore disponibles.

Loi sur les services numériques. Le Parlement/Conseil et la Commission sont parvenus à un accord sur la loi sur les services numériques ([communiqué de presse](#)) qui, selon les informations de l'AcE, approuverait que les auditeurs qui vérifient les obligations relatives à la transparence dans les grandes plateformes ne doivent présenter aucun conflit d'intérêt, ne peuvent avoir prêté des services autres que l'audit au cours des 12 derniers mois, ne peuvent réaliser ce type de services au cours des 12 mois suivants et ne peuvent prêter leurs services d'assurance à la plateforme pendant plus de 10 ans.

Autres documents utiles

- **ISSB.** Premières [propositions de normes](#) sur la durabilité de l'International Sustainability Standards Board.
- **EFRAG.** Premiers groupes de normes sur la durabilité, soumis aux commentaires jusqu'au 8 août ([lien](#)).
- EFRAG demande des spécialistes en informations sur la durabilité de secteurs spécifiques pour participer à des ateliers de travail organisés pendant les mois de juin et juillet, afin de donner de l'input à la rédaction de l'avant-projet du second bloc des normes d'informations en matière de durabilité. Les informations sur cette demande sont disponibles sur le [lien](#) suivant.
- **AcE.** ESG Governance: recommendations for audit committees ([lien](#)).

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es



[Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.